

AVICULTURE





Capital / UThe
429 000 €

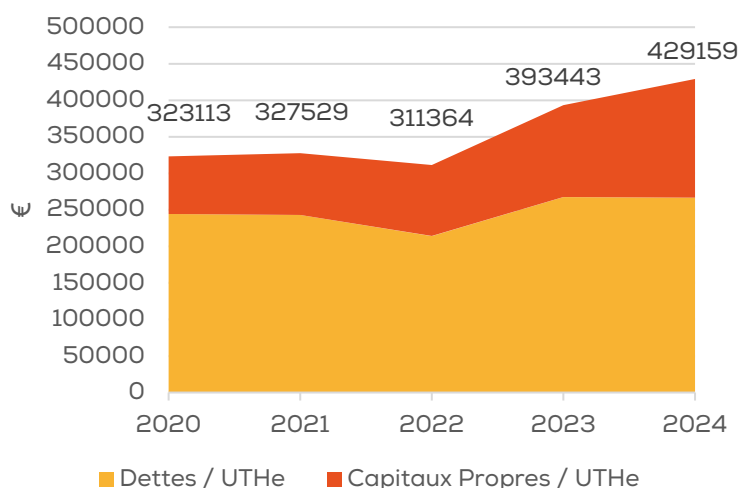


SAU 54 ha



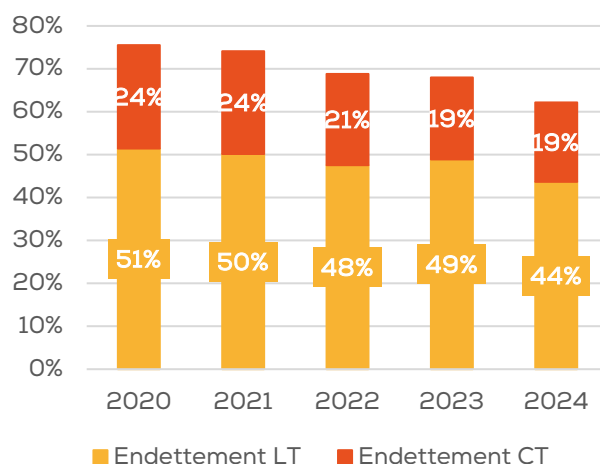
MO 1,66 UTH dont
1,41 UThe

Composition du passif par UThe



Le total du bilan a de nouveau fortement évolué sur 2024 (+36k€) du fait de la reprise de la production et des investissements. En effet, la hausse des capitaux propres et des dettes a servi à financer principalement des immobilisations (constructions, matériels et installations) et des stocks.

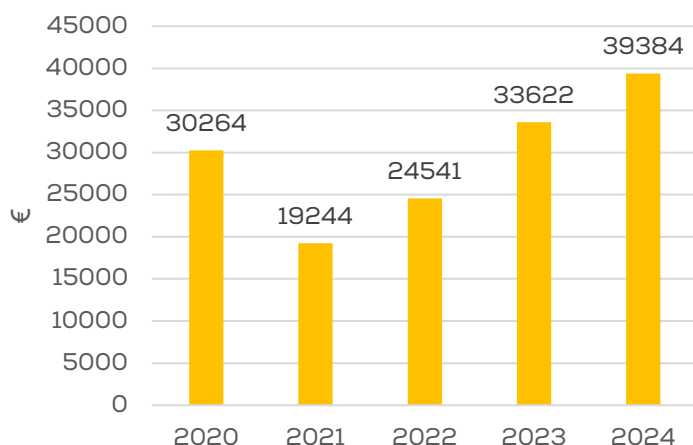
Taux Endettement



Le niveau d'endettement a diminué de 5 points.

Le taux d'endettement CT quant à lui est resté **stable** par rapport à 2023.

Investissements par UThe soutenus



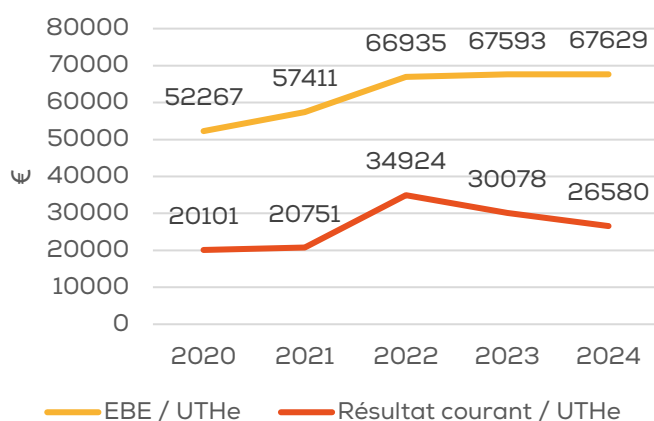
Les investissements poursuivent leur évolution positive depuis 2022 avec un niveau de développement important tant en neuf qu'en rénovation.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 67 629 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 35 312 € + Frais financiers / UTHe : 5 737 € Soit 61 % de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 36 949 € Frais financiers CT / UTHe : 1 996 € Soit 58 % de l'EBE / UTHe
Résultat courant / UTHe : 26 580 € Soit 39 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement : 28 684 € Soit 42 % de l'EBE / UTHe

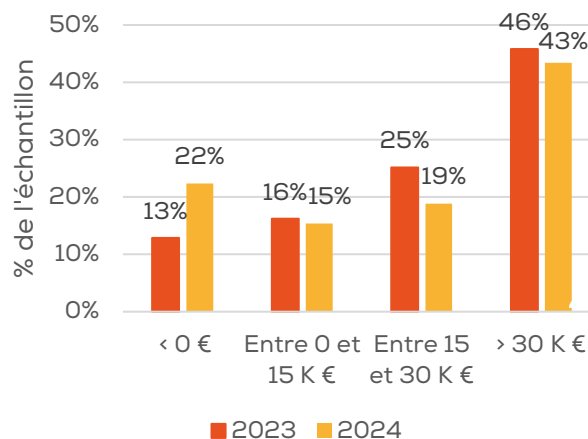
Le niveau d'EBE est resté stable par rapport à 2023. Et comme l'année dernière, le résultat courant a diminué du fait d'une augmentation des amortissements et des frais financiers dus à la reprise des investissements et des paiements d'annuités. Le revenu disponible a quant à lui également diminué pour les mêmes raisons.

Résultats économiques



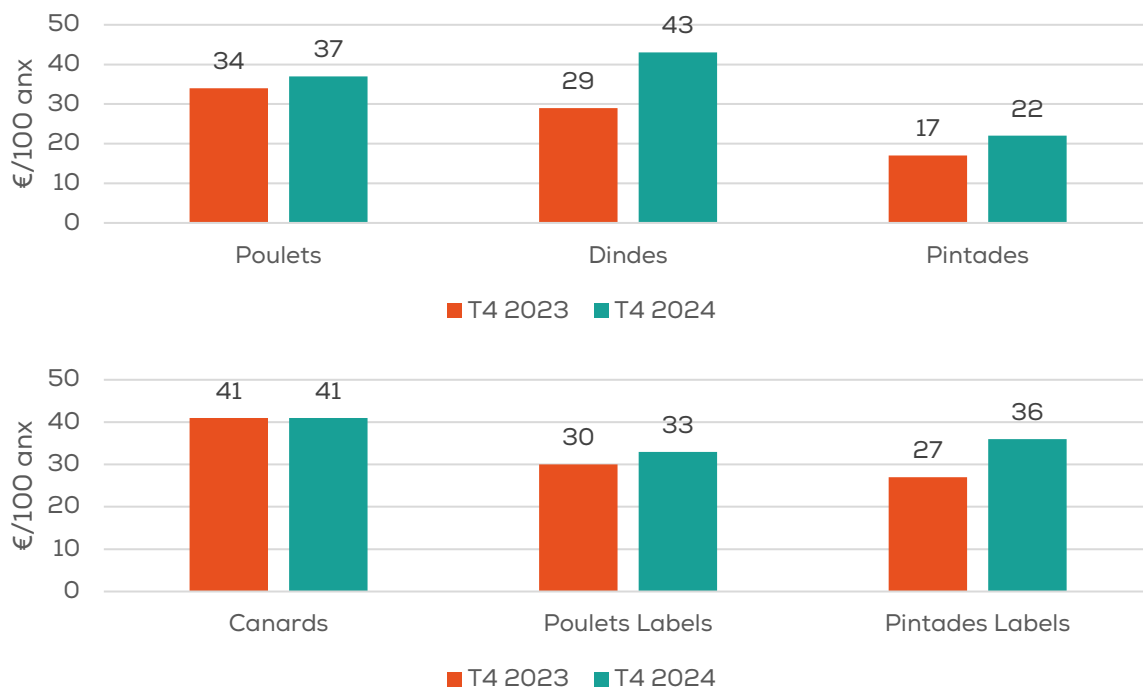
En 2024, le niveau d'EBE est stable tandis que le résultat courant enregistre une nette baisse par rapport à 2023.

Classes de revenu disponible



Malgré une reprise de production, les revenus 2024 restent impactés par le manque de production de l'année précédente. Il peut exister des disparités selon les modes de production.

Marge Brute (€/m²)



Durant l'année 2024, une progression des marges brutes est observée. La reprise de production explique principalement ces augmentations.

PRINCIPALES EVOLUTIONS ET DYNAMIQUES EN 2024 :

→ La volaille devient la viande la plus consommée en France

- En 2024, la consommation de viande de volailles (poulet, dinde, canard, etc.) a fortement progressé, ce qui permet à la volaille de détrôner le porc comme **viande la plus consommée**.
- Chaque Français aurait consommé en moyenne **31,6 kg** de volaille sur l'année 2024.



- Cette hausse reflète un changement durable des habitudes : la consommation de volailles a augmenté de **15 % depuis 2019**.
- La France est le **1er pays consommateur de volailles de l'Union européenne** avec 2,16 millions de tonnes de volailles consommées en 2024.

→ Forte reprise de la production après la crise aviaire

- Au niveau européen, la production de volaille repart aussi à la hausse – l'UE a enregistré une hausse des abattages de 4,7 % au premier semestre 2024.
- La production nationale de volailles a nettement rebondi en 2024 (+12.1%), stimulée par un redressement après les troubles liés à l'influenza aviaire (IA) et grâce à des mesures sanitaires renforcées. Elle a ainsi retrouvé son niveau d'avant crise.
- Des évolutions sur 5 ans contrastées selon les espèces : le rebond sur 1 an est particulièrement marqué pour les canards, durement touchés par l'épizootie. La production des canards reprend à +36, 8 % en 2024 vs 2023 mais reste inférieure de -13,9 % vs 2019. Mis à part le poulet, en progression de +10,6 % par rapport à l'année de référence 2019, toutes les autres volailles restent en retrait : -19,4 % pour la dinde, -24,3 % pour la pintade. Le poulet atteint une production record.
- Les poulets prédominants dans la filière : plus de 7 volailles sur 10 produites en France. Le poulet représente 72 % des volailles élevées en France en 2024.
- La dynamique du poulet standard profite au poulet sous signe de qualité. Les mises en place de poulets fermiers sous signes de qualité se stabilisent en 2024, -1% en élevage Label Rouge, +1% en bio par rapport à 2023. Et dans ce contexte, on note que les volumes de mises en place repartent à la hausse depuis 7 mois.

→ Un coût de production et des prix à la baisse → incitation à la consommation

- En 2024, le coût des aliments pour volailles (céréales, tourteaux, etc.) a de nouveau baissé, ce qui a permis une réduction des coûts de production pour les éleveurs.
- Cette baisse (même si les prix restent globalement supérieurs à la moyenne 2019-2024) semble avoir favorisé une dynamique de consommation.

→ Les préférences des consommateurs : poulet avant tout, recherche de prix et simplicité

- Le poulet représente l'essentiel de la consommation de volaille. Les autres volailles (dinde, canard, pintade, etc.) sont reléguées loin derrière en parts de marché.
- Une enquête de l'interprofession Anvol indique que les Français plébiscitent la volaille pour son bon rapport qualité/prix, sa facilité de cuisson, son goût, et l'image de "valeur sûre" qu'elle incarne.

ASPECTS CRITIQUES, FRAGILITES ET TENSIONS :

→ Autosuffisance insuffisante : des importations toujours massives

- Malgré la hausse de la production, la demande intérieure reste largement couverte par des importations. En 2024, environ **4 volailles consommées sur 10 étaient importées**.
- Cela illustre un déficit structurel de la filière nationale face à la demande croissante, ce qui pose des questions sur la souveraineté alimentaire.

→ Recul des productions "haut de gamme" (bio, label, diversification)

- La part des volailles élevées en bio ou en filières "signes de qualité" reste très marginale (environ 1,2 % de la production avicole en 2024 selon Synalaf).
- Même si le nombre total de volailles bio "mises en place" a légèrement augmenté (+1 % vs 2023), la comparaison sur le long terme reste préoccupante : -33 % depuis 2019.

→ Déséquilibre entre demande (forte) et capacité de production (fragile)

- Malgré le rebond, la production peine parfois à suivre la demande, notamment en poulet, ce qui laisse une part importante aux importations.
- Les prix peuvent être volatiles, liés aux coûts des aliments, aux aléas sanitaires, à la réglementation... Ce qui fragilise les éleveurs et la stabilité de la filière.

ENJEUX POUR L'AVENIR ET LEVIERS POSSIBLES :

- **Développer la production nationale** : réduction des importations, meilleure autosuffisance via la construction de poulaillers, c'est une des orientations que l'interprofession encourage.
- **Encourager la diversification** pour ne pas se limiter au poulet : redynamiser les filières "secondaires" (dinde, canard, pintade, volailles festives), mais aussi les filières qualité / bio.
- **Miser sur la qualité et la transparence** : bien-être animal, traçabilité, origine locale, des critères de plus en plus perçus comme importants par les consommateurs.
- **Gérer les risques sanitaires** (influenzas aviaires, etc.) pour éviter de nouvelles crises ; maintenir les mesures de biosécurité.
- **Répondre aux attentes des consommateurs** en matière de prix mais aussi d'éthique, d'environnement, de diversité alimentaire – ce qui exige peut-être un ajustement de la filière, mais aussi des politiques publiques adaptées.